



## Assemblée générale

Distr. générale  
6 avril 2000  
Français  
Original: anglais/français

---

### Commission du droit international

#### Cinquante-deuxième session

Genève, 1er mai-9 juin et 10 juillet-18 août 2000

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

### Nomination à des sièges devenus vacants après élection

#### Note du Secrétariat

##### Additif

#### I. Liste de candidats

1. Au 3 avril 2000, les candidats ci-après avaient présenté leur candidature aux sièges devenus vacants à la suite du décès de Doudou Thiam et de l'élection de Awn Al-Khasawneh à la Cour internationale de Justice :

- M. Riad Daoudi (République arabe syrienne);
- M. Kamil E. Idris (Soudan);
- M. Andreas J. Jacovides (Chypre);
- M. Djamchid Momtaz (République islamique d'Iran);
- M. Cheikh Tidiane Thiam (Sénégal).

2. On trouvera à la section II ci-après les curriculum vitae des candidats.

## II. Curriculum vitae des candidats

### Riad Daoudi (République arabe syrienne)

[Original : français]

Lieu et date de naissance : 22 juillet 1942

Nationalité : Syrienne

#### Études et diplômes

Baccalauréat, Lycée américain de Damas, 1960.

Licence en droit, Faculté de droit, Université de Damas, 1964.

Diplôme d'études supérieures en droit public, Faculté de droit, Université de Paris II, 1970.

Diplôme de l'Institut des Haute Études internationales, Université de Paris, 1973.

Doctorat d'État en droit, Université de Paris, 1978.

#### Fonctions

Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères syrien depuis 1991 et jusqu'à présent.

Greffier du tribunal de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC), 1983-1991. Depuis 1991 et jusqu'à présent à temps partiel.

Avocat, membre du barreau de Damas depuis 1982.

Vice-doyen chargé des affaires scientifiques, faculté de droit, Université de Damas, de 1980 à 1982.

Professeur de droit international public, faculté de droit, Université de Damas, de 1978 à 1992.

Professeur de droit international comparé avec les principes de législation islamique, de 1978 à 1983.

Moniteur de droit constitutionnel et de droit administratif, Université de Paris II, de 1974 à 1977.

Assistant au Département de droit international, faculté de droit, Université de Damas, de 1966 à 1978.

Directeur du bureau du Ministre de la culture, Damas, de 1965 à 1966.

### **Expérience professionnelle**

Membre et conseiller juridique de la délégation syrienne aux négociations de paix syro-israéliennes depuis 1991 et jusqu'à présent.

Membre de la Commission mondiale d'éthique des connaissances de l'UNESCO, de 1996 à 1998.

Directeur des études en langue française à l'Académie de droit international, session d'été, La Haye, 1990.

Arbitre dans plusieurs arbitrages internationaux (Chambre de commerce internationale de Paris) et nationaux (Conseil d'État en Syrie), de 1984 à 2000.

Professeur à l'Institut des droits de l'homme, Université de Strasbourg, session d'été 1984.

Conseiller à la présidence du Conseil des ministres, Commission syrienne sur le droit de la mer 1979-1982, et auprès du Ministère syrien des affaires étrangères, 1979-1983.

Membre de la délégation syrienne à la dixième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1981.

Membre, rapporteur et président de plusieurs colloques et conférences (ONU, UE, UNESCO).

Professeur lors de sessions de formation de jeunes diplomates syriens.

Professeur lors de sessions de formation organisées par l'Université de Koweït, 1985-1990.

Participant au Centre de recherche de l'Académie de droit international, La Haye, 1979.

Participant au Séminaire de la Commission de droit international des Nations Unies, 1972.

### **Principales publications**

*Les institutions arabes spécialisées* (Paris, IHEI, 1973), 120 p.

*La représentation en droit international public* (Paris, LGDJ, 1980), 405 p.

« La représentation en droit international public » dans *Mélanges Paul Reuter* (Paris, A. Pédone, 1981), p. 205 à 209.

« Observations sur les travaux du Colloque organisé par l'UNESCO sur les droits de l'homme à Constantinople 1979 » dans *Al-Mouhamoune* (1980) (en arabe).

« Teaching of human rights in arab countries », *Bulletin of peace proposals Oslo*, vol. 14, No 1 (1983), p. 69 à 71.

« Human Rights Commission of Arab States » dans *Encyclopedia of Public International Law* (Max Planck Institute of Comparative Public Law and International Law, Amsterdam, North Holland, 1985), vol. VIII, p. 294.

*Les négociations de paix : le Traité de Versailles* (Damas, Université de Damas, 1983), 191 p. (en arabe).

« La codification des droits de l'enfant : analyse des prises de position gouvernementales » dans : *La protection internationale des droits de l'enfant* (Paris, PUF, 1983), p. 21 à 40.

« Commentaire de l'article 35 de la Charte des Nations Unies » dans « La Charte des Nations Unies », J. P. Cot et A. Pellet, 2e éd. (Paris, Economica, 1991), p. 587 à 601.

« La promotion des relations amicales par les organisations internationales » dans *Droit international : bilan et perspectives*, M. Bedjaoui, éd., tome I, Paris, UNESCO/A. Pédone, 1991, p. 507 à 522.

« Les problèmes rencontrés par le Koweït dans ses relations internationales pendant la crise du Golfe » dans : *Les aspects juridiques de la crise et de la guerre du Golfe* (Paris, Montchrestien, 1991), p. 107 à 121.

« La Banque internationale pour la reconstruction et le développement » dans : *Encyclopédie des sciences politiques* (Université de Koweït, 1993-1994), p. 1059 à 1061 (en arabe).

« L'Association internationale de développement » dans *Encyclopédie des sciences politiques* (Université de Koweït, 1993-1994), p. 1069 à 1070 (en arabe).

« Reduced fossil fuel exports as a result of the Climate Change Treaty: the legal aspect of compensation », *OPEC Bulletin* (Vienne), novembre 1997, p. 6 à 11.

### **Études et conférences**

« Les relations entre le Conseil des ministres arabes de la justice et la Commission permanente des droits de l'homme de la Ligue des États arabes » (Rabat, Conseil des ministres arabes de la justice, 1983), 25 p. (en arabe).

« L'évolution des droits de l'homme en Asie et en Afrique », cours spécial donné dans le cadre de la session d'été de l'Institut des droits de l'homme, Université de Strasbourg, 1984.

« Les mesures prises par la Syrie pour assurer le respect des droits de l'homme aux groupes socialement désavantagés ». Étude présentée lors du colloque de l'UNESCO sur les droits de l'homme, tenu au Québec le 15 décembre 1984.

« La Cour de justice de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole ». Conférence donnée lors de la neuvième session sur les éléments de base de l'industrie du pétrole et du gaz naturel (Koweït, OAPEC, 1985), 26 p. (en arabe).

« Le rôle des négociations dans la conclusion des traités et dans le règlement pacifique des différends en droit international public ». Conférence donnée dans le cadre de la session de formation des diplomates, organisée par l'Université de Koweït, 1987 (en arabe).

« Les dimensions réelles de la crise de la Ligue des États arabes ». Conférence donnée lors de la session de formation des diplomates, organisée par l'Université de Koweït, 1988 (en arabe).

« La nature du droit international humanitaire et ses caractéristiques ». Conférence donnée lors de la session de formation du personnel militaire, organisée par l'Université de Koweït, 1989 (en arabe).

« La distinction entre le terrorisme international et la lutte des peuples pour leur autodétermination ». Conférence donnée lors de la session de formation du personnel militaire, organisée par l'Université de Koweït, 1990 (en arabe).

*Coauteur des études suivantes :*

« Les modèles administratifs pour l'aménagement de la région d'Al-Hammad entre la Syrie, l'Iraq, la Jordanie et l'Arabie saoudite » (Damas, Centre d'études des régions sèches et arides, 1981) (en arabe).

« Le "laissez-passer" de la Ligue des États arabe » (Tunis, LEA, 1982), 28 p. (en arabe).

« Analyse juridique de l'accord conclu entre le Liban et Israël le 17 mai 1983 », *Techrine* (Damas), juin 1983.

### **Membre**

Comité consultatif de la revue *Oil and Arab Cooperation*, éditée par l'OAPEC.

Comité consultatif et Comité de rédaction de *Palestinian Yearbook of International Law*.

Société française pour le droit international.

### **Distinction**

Lauréat au concours des meilleures thèses de l'Université de Paris II, 1977-1978.

### **Langues**

Arabe : langue maternelle.

Français : excellent (parlé – écrit).

Anglais : excellent (parlé – écrit).

**Kamil E. Idris (Soudan)**

[Original: anglais]

**Directeur général de l'Organisation mondiale  
de la propriété intellectuelle**

**Secrétaire général de l'Union internationale  
pour la protection des obtentions végétales**

**Diplômes**

Diplôme de fin d'études secondaires (avec mention) obtenu au Soudan.

Licence en philosophie, sciences politiques et économiques, Université du Caire (avec mention).

Licence en droit, Université de Khartoum (avec mention).

Diplôme d'administration publique (gestion), Institut d'administration publique, Khartoum (avec mention « Bien »).

Master de droit international et d'affaires internationales, Ohio University, États-Unis (avec mention « Très bien »).

Doctorat en droit international, Institut universitaire de hautes études internationales, Université de Genève (avec mention).

Thèse de doctorat : « Étude de cas sur le Traité instituant une zone d'échanges préférentiels pour les États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ».

**Carrière universitaire**

**Diplômes**

Économie internationale, Institut universitaire de hautes études internationales (Genève).

Histoire internationale et sciences politiques, Institut universitaire de hautes études internationales (Genève).

Droit international du développement, Institut universitaire de hautes études internationales (Genève).

Droit des voies navigables internationales, Institut universitaire de hautes études internationales (Genève).

Droit international des finances et des systèmes bancaires, Institut universitaire de hautes études internationales (Genève).

**Langues**

Arabe, anglais, français, espagnol (bonne connaissance).

### **Enseignement**

Chargé de cours de philosophie et jurisprudence, Université du Caire (1976-1977).

Chargé de cours de jurisprudence, Ohio University, États-Unis (1978).

Examinateur externe en droit international, faculté de droit, Université de Khartoum (1984).

Chargé de cours de droit de la propriété intellectuelle, faculté de droit, Université de Khartoum (1986).

Conférencier lors de plusieurs séminaires, ateliers et colloques internationaux, régionaux et nationaux.

Membre de l'Association internationale pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en propriété intellectuelle.

### **Distinctions**

Décoré de la Scholars and Researchers State Gold Medal, décernée par le Président de la République du Soudan (1983).

Décoré de la Scholars and Researchers Gold Medal, décernée par le Président de l'Académie de recherche scientifique et de technologie d'Égypte (1985).

Décoré de l'Ordre national du Lion au rang de Commandeur, Sénégal (1998).

A reçu la médaille du Théâtre du Bolchoï, décernée par le Directeur du Théâtre du Bolchoï, Fédération de Russie (1999).

A reçu la médaille honorifique de l'Institut des relations internationales de Moscou, décernée par le recteur de l'Institut, Fédération de Russie (1999).

A reçu la médaille honorifique du Conseil de coopération du Golfe, Arabie Saoudite (1999).

A reçu la plaque d'or de la ville de Banská Bystrica, décernée par le maire de la ville de Banská Bystrica (Slovaquie) (1999).

A reçu la médaille d'or de l'Université Matej Bell, décernée par le doyen de l'université, Banská Bystrica, Slovaquie (1999).

### **Diplômes *honoris causa***

1999 Professeur de droit *honoris causa*, Université de Beijing.

1999 Docteur *honoris causa*, Conseil des docteurs de l'Université nationale de Moldova, République de Moldova.

1999 Docteur *honoris causa*, Franklin Pierce Law Center (Concord, New Hampshire), États-Unis.

1999 Docteur *honoris causa*, Université Fudan, Shanghaï (Chine).

### **Expérience professionnelle**

Journaliste à temps partiel, pour les journaux soudanais *El-Ayam* et *El-Sahafa* (1971-1979).

Chargé de cours, Université du Caire (1976).

Directeur adjoint du Département arabe au Ministère des affaires étrangères, Khartoum (1977).

Directeur adjoint du Département de la recherche au Ministère des affaires étrangères, Khartoum (janvier-juin 1978).

Vice-Directeur du Département juridique au Ministère des affaires étrangères, Khartoum (juillet-décembre 1978).

Membre de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1979-1982).

Vice-Consul du Soudan en Suisse (1979-1982).

Conseiller juridique de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1979-1982).

Administrateur de programmes principal au Bureau de la coopération pour le développement et des relations extérieures pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) (1982-1985).

Directeur du Bureau du développement pour la coopération et des relations extérieures (chargé des pays arabes et des pays d'Europe centrale et orientale) de l'OMPI (1985-1994).

Ambassadeur, Ministère des affaires étrangères, Soudan (statut actuel au niveau national).

Directeur général adjoint de l'OMPI (1994-1997).

Directeur général de l'OMPI depuis 1997.

Secrétaire général de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) depuis 1997.

### **Autres responsabilités**

Membre du Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle, Franklin Pierce Law Center (Concord, New Hampshire, 1999).

Membre de la Commission du droit international (CDI) (1992-1996).

Vice-Président de la Commission du droit international à sa quarante-cinquième session (1993).

Représentant de la CDI à la trente-cinquième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique (Manille, mars 1996).

Membre du Groupe de travail de la CDI chargé de l'élaboration du projet de statut d'une cour pénale internationale.

Membre du Comité de rédaction de la CDI.

Expert juridique dans plusieurs comités ministériels rassemblant le Soudan et d'autres pays.

Membre du Comité d'experts juridiques de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui a élaboré plusieurs conventions régionales.

Conseiller juridique pour les conseils ministériels et les conférences au sommet de l'OUA (Khartoum, juillet 1978, et Monrovia, juillet 1979).

A participé à plusieurs réunions et conférences internationales de l'OMS, de l'OIT, de l'UIT, de l'OMPI, de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et des Sociétés du Croissant-Rouge et du Comité exécutif du Haut Commissariat pour les réfugiés.

Membre des comités spéciaux créés pour des activités d'appel de fonds en faveur des réfugiés en Afrique.

Rapporteur de la Troisième Commission (recherche scientifique marine) à la reprise de la neuvième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 1980).

Chef de la délégation soudanaise à la réunion préparatoire de l'OUA consacrée au projet de code international de conduite pour le transfert de technologie (Addis-Abeba, mars 1981).

Porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 sur toutes les questions relatives au transfert de technologie, à l'énergie, aux pratiques commerciales restrictives et à la coopération technique entre pays en développement aux vingt-deuxième et vingt-troisième sessions du Conseil du commerce et du développement (Genève, février et septembre 1981).

Chef de la délégation soudanaise, porte-parole du Groupe africain et Coordonnateur du Groupe des 77 à la quatrième session de la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie (Genève, mars-avril 1981).

Porte-parole du Groupe des 77 sur le chapitre 9 (Droit applicable et règlement des différends) à la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie (Genève, mars-avril 1981).

Chef de la délégation soudanaise et Président de l'Atelier sur les politiques juridiques en matière de transfert de technologie (Koweït, septembre 1981).

Président du Groupe africain et du Groupe des 77 à la première session du Groupe international d'experts des pratiques commerciales restrictives (Genève, novembre 1981).

Président du Groupe permanent des 15 sur le transfert et le développement de technologie, au sein de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (Genève, 1980-1983).

Porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 à la réunion consacrée aux aspects économiques, commerciaux et relatifs au développement du système de propriété industrielle (Genève, février 1982).

Coordonnateur du Groupe africain et du Groupe des 77 aux première, deuxième et troisième sessions du Comité intérimaire de la Conférence des Nations Unies

chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie (Genève, mars, mai et septembre-octobre 1982).

Coordonnateur du Groupe africain et du Groupe des 77 à la Réunion d'experts gouvernementaux chargés d'examiner le transfert, l'application et le développement de la technologie dans le secteur des biens d'équipement et de l'outillage industriel (Genève, juillet 1982).

Coordonnateur et porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 lors de la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'examiner la possibilité de mesurer les courants de ressources humaines en ce qui concerne le transfert inverse de technologie (Genève, août-septembre 1982).

Coordonnateur des pays en développement pour la rédaction de la résolution relative au mandat du HCR, durant la trente-troisième session du Comité exécutif du HCR (Genève, octobre 1982).

Coordonnateur et porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 à la Réunion d'experts gouvernementaux chargés d'examiner le transfert, l'application et le développement de la technologie dans le secteur de l'énergie (Genève, octobre-novembre 1982).

Coordonnateur et porte-parole du Groupe africain et du Groupe des 77 à la quatrième session de la Commission du transfert de technologie (Genève, novembre-décembre 1982).

### **Expérience juridique et appartenance à des associations professionnelles**

Membre de la Commission du droit international (1992-1996).

Membre et président de divers comités d'experts juridiques créés au sein de l'OUA.

Professeur de droit international public, Université de Khartoum (Soudan).

Membre du barreau soudanais (Khartoum).

Membre de l'Association des juristes africains (Dakar et Paris).

Avocat inscrit et officier ministériel habilité à recevoir les déclarations sous serment au Soudan.

### **Projets et documents**

A élaboré et négocié, au nom de l'OMPI, de nombreux projets concernant la coopération pour le développement dans le domaine de la propriété industrielle.

A organisé, pour l'OMPI, divers séminaires et ateliers, et donné plusieurs conférences.

A rédigé divers documents sur les aspects de la propriété intellectuelle touchant le développement.

A encadré et géré (administration et questions de fond) des projets exécutés en Afrique, dans les pays arabes, en Asie, en Amérique latine et dans les pays d'Europe centrale et orientale.

### **Conférences, séminaires, cours et colloques**

A représenté le Soudan à de nombreuses conférences internationales et régionales; a participé à de nombreux séminaires, colloques et groupes de discussion, et a donné des cours de troisième cycle dans diverses disciplines internationales.

A représenté l'OMPI à divers séminaires, colloques et réunions.

A représenté l'OMPI dans les équipes chargées de la politique générale et des opérations du PNUD.

A fait une visite d'étude à l'Institut Max Planck (Munich) portant sur l'enseignement du droit de la propriété intellectuelle (1986).

### **Publications**

Euro-Arab Dialogue (juin 1977).

State Responsibility in International Law (septembre 1977).

The Theory of Human Action (septembre 1977).

The Philosophy of « Haddith » and « Sunna » in Islamic Law (janvier 1978).

The Doctrine of Jurisdiction in International Law (décembre 1978).

American Embassy in Tehran Case (mars 1979).

The Legal Regime of the Nile (décembre 1980).

Issues pertaining to Transfer and Development of Technology in Sudan (mai 1981).

China and the Powers in the 19th Century (mai 1981).

Legal Dimensions of Economic Cooperation among Developing Countries (juin 1981).

The Common Fund for Commodities (juin 1981).

General Aspects of Transfer of Technology at the National and International Levels (novembre 1981).

Preferential Trading Arrangements among Developing Countries (février 1982).

North-South Insurance Relations : The Unequal Exchange (décembre 1984).

The Law of Non-Navigational Uses of International Water Courses; the International Law Commission's draft articles : An overview (novembre 1995).

The Theory of Source and Target in Child Psychology (janvier 1996).

A Better United Nations for the New Millennium (janvier 2000).

### **Articles**

Nombreux articles portant sur le droit, l'économie, la jurisprudence et l'esthétique, parus dans divers journaux et périodiques.

## **Andreas J. Jacovides (Chypre)**

[Original : anglais]

Andreas (Andrew) J. Jacovides est né à Nicosie (Chypre) le 19 décembre 1936. Son curriculum vitae pour la période allant jusqu'à septembre 1996 est présenté ci-après, suivi d'une mise à jour pour la période postérieure à cette date.

### **Études**

M. Jacovides a terminé ses études secondaires avec mention au Collège pan-chypriote de Nicosie en 1954 et a suivi des études supérieures de droit, se spécialisant en droit international, à l'Université de Cambridge, à l'Inns of Court du Middle Temple à Londres et à la faculté de droit de Harvard (B. A., LL. B., M. A., LL. M., admis au barreau). À Cambridge, il a reçu une double distinction de première classe et a terminé major de sa promotion en 1958. Il a reçu plusieurs prix décernés par des fondations (prix Wright, prix Winfield, prix Hughes, bourse MacMahon). Lors de l'examen final du barreau (1959), il a reçu le prix du droit international. Il a bénéficié d'une bourse Henry à la faculté de droit de Harvard où il a obtenu un diplôme de droit international public (1959-1960). À Cambridge, il était Président de la John's College Law Society et College Supervisor en droit international.

### **Carrière diplomatique**

M. Jacovides a été l'Ambassadeur de Chypre le plus ancien dans le grade le plus élevé. Ancien diplomate de carrière, il justifie de vastes connaissances juridiques, ainsi que d'une formation et d'une expérience dans les domaines du droit international et de la diplomatie bilatérale et multilatérale.

Il a achevé récemment son deuxième mandat d'ambassadeur aux États-Unis (qui a débuté en septembre 1993), avec accréditation simultanée auprès du Canada, du Brésil, de la Jamaïque, de la Barbade, des Bahamas, du Guyana, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI); il était également Observateur permanent auprès de l'Organisation des États américains (OEA) et Représentant permanent auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Il était précédemment Représentant permanent de Chypre auprès de l'ONU (1992-1993); Ambassadeur en République fédérale d'Allemagne et Ambassadeur non résident auprès de l'Autriche et du Danemark et Représentant permanent auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de l'Office des Nations Unies à Vienne et des institutions ayant leur siège à Vienne (1990-1992); il a également été Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères à Nicosie (1989-1990).

Il a représenté une première fois son pays aux États-Unis (où il a été brièvement doyen du corps diplomatique de Washington) entre 1979 et 1989 avec accréditation simultanée comme Ambassadeur auprès du Brésil et de l'Équateur, Haut Commissaire au Canada, en Jamaïque et aux Bahamas, Observateur permanent auprès de l'OEA et représentant de Chypre auprès de la Banque mondiale et du FMI. Il a été Haut Commissaire non résident à la Barbade, au Guyana et à la Trinité-et-Tobago (1972-1979). Il a commencé sa carrière diplomatique comme Premier Secrétaire, puis Conseiller, à la Mission permanente de Chypre auprès de l'ONU (1960-1965), où il est revenu comme Ministre plénipotentiaire et Ambassadeur

(1969-1979). Entre 1965 et 1969, il a été Directeur du Cabinet du Ministre au Ministère des affaires étrangères à Nicosie et Directeur de la première Division politique.

En septembre 1960, M. Jacovides a participé à la première mission diplomatique envoyée par Chypre après son indépendance et il a fait partie de toutes les délégations chypriotes aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis l'admission de Chypre à l'Organisation en septembre 1960.

M. Jacovides a participé activement à toutes les activités en matière de droit international de l'ONU et d'autres organisations internationales au cours des 36 dernières années : il a représenté Chypre à la Sixième Commission (juridique) de la quinzième à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale (il a assumé la vice-présidence de la Sixième Commission en 1972).

Il a également siégé aux commissions et comités de l'Organisation suivants :

Comité spécial pour la question de la définition de l'agression;

Comité consultatif pour le programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international;

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI);

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation;

Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, dont il a été Vice-Président;

Comité des relations avec le pays hôte, dont il a été Président en 1992 et 1993;

Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;

Comité des utilisations pacifiques des fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

M. Jacovides a été chef adjoint (et Président par intérim) de la délégation chypriote à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968 et 1969), et *il a signé, au nom de Chypre, la Convention de Vienne sur le droit des traités.*

Après son mandat au Comité des utilisations pacifiques des fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1971-1973), il a dirigé la délégation chypriote à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et a été Vice-Président de sa troisième Commission (New York, 1973; Caracas, 1974; Genève, 1975; New York, 1976; New York, 1977; Genève, New York, 1978; Genève, New York, 1979); à la troisième Conférence des pays méditerranéens sur le droit de la mer (Athènes, 1974); à la Réunion du Groupe des 77 sur le droit de la mer (Nairobi, 1974); à la Réunion du Comité juridique consultatif afro-asiatique sur les questions relatives au droit de la mer (New Delhi, 1976); à la Réunion des pays du Commonwealth sur les questions relatives au droit de la mer (New York, 1976). *Il a signé la Convention sur le droit de la mer à Montego Bay (Jamaïque) en décembre 1982.* Il a également représenté Chypre à la session inaugurale de l'Autorité in-

ternationale des fonds marins (Kingston, novembre 1994) et à la session qui a suivi (Kingston, mars 1995); il a dirigé la délégation chypriote aux réunions des États parties à la Convention sur le droit de la mer (New York, 1995; Kingston, 1996; New York, 1996).

M. Jacovides a représenté Chypre à la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels, dont il était Vice-Président (New York, 1974). Il a dirigé la délégation chypriote à la dix-neuvième session extraordinaire de l'OACI (New York, 1973) et a représenté son pays aux douzième et quatorzième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (New York, 1975 et 1977).

M. Jacovides a également représenté Chypre au Comité juridique consultatif afro-asiatique (Tokyo, 1974; Beijing, 1990; et Le Caire, 1991) et participé aux réunions des conseillers juridiques à New York (de 1992 à 1995).

Lorsqu'il travaillait au Ministère des affaires étrangères à Nicosie (1965-1969), il exerçait notamment les fonctions de conseiller juridique pour les questions de droit international public.

Il a également été conseiller juridique de diverses missions du Gouvernement chypriote à la Banque mondiale et a participé activement à l'adoption de la Convention de l'Agence multilatérale de garantie des investissements de la Banque mondiale, qu'il a signée au nom de Chypre (1987). Il a également signé au nom de Chypre divers accords internationaux avec les États-Unis et le Canada (en matière de prévention de la double imposition, de coopération douanière, etc.).

#### **Participation aux travaux de la Commission du droit international (CDI) et autres activités dans le domaine juridique**

M. Jacovides a effectué trois mandats comme membre de la CDI, ayant été élu en 1981 et réélu en 1986 et 1991 (en 1991, il était Vice-Président et en 1995, on lui a proposé la présidence, qu'il a dû décliner). Il est également membre à titre personnel du Groupe de conciliateurs et arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale (1987 à 2002) et du Groupe d'arbitres et de conciliateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (depuis 1990). Il a été membre du Groupe national chypriote chargé de désigner des candidats pour la Cour internationale de Justice (1989-1993) et a été membre d'un groupe composé de 10 hauts fonctionnaires chargés d'étudier le rôle futur du Commonwealth et de faire des recommandations à ce sujet (1990-1991).

Toujours dans le domaine juridique, M. Jacovides :

A enseigné le droit des organisations internationales à la New School for Social Research, à New York (1963-1965);

A représenté Chypre au Séminaire Dag Hammarskjöld sur le droit des traités (Uppsala, 1966);

A représenté Chypre au Séminaire de l'Académie mondiale pour la paix consacré aux opérations de maintien de la paix (Vienne et Helsinki, 1970, 1971 et 1972) et a été membre associé de l'Académie;

A participé à des tables rondes lors des réunions de l'American Society of International Law consacrées aux thèmes suivants : les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (Iowa, 1969), le droit de la mer (Washington, 1977), le droit international et la diplomatie (Washington, 1983), Chypre : le droit international et les perspectives d'un règlement (Washington, 1984); la Décennie des Nations Unies pour le droit international : perspectives et promesses (New York, 1995);

A participé à une table ronde lors de la Réunion du Council on Foreign Relations consacrée au terrorisme international (New York, 1973);

A représenté Chypre à la dixième Conférence sur le droit mondial du Centre de la paix mondiale par le droit (São Paulo, 1981);

A participé au Colloque sur le droit de la mer organisé par l'Université Duke (Durham, 1982);

A représenté Chypre au septième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme (Copenhague/Oslo/Lund, 1990);

A participé à des séminaires diplomatiques sur la juridiction pénale internationale à Talloires (1991) et Courmayeur (1992);

A participé au Congrès des Nations Unies sur le droit international public (New York, 1995);

A participé aux travaux du Groupe international d'experts sur le respect des accords internationaux en matière d'environnement (Washington, 1996).

#### **Autres activités dans les domaines politique et diplomatique**

Sur le plan politique, outre les postes qu'il occupe actuellement et sa participation active aux travaux des commissions politiques de l'Assemblée générale depuis 1960 et du Conseil de sécurité pour les débats concernant la situation à Chypre, M. Jacovides a mené les activités suivantes dans le domaine de la diplomatie multilatérale et bilatérale :

Il a dirigé la délégation chypriote à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés (La Havane, mars 1975; Alger, mai 1976; New Delhi, avril 1977; et La Havane, mai 1978);

Il a été chef adjoint de la délégation chypriote à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés (Lima, août 1975, et Belgrade, juillet 1978);

Il a été membre de la délégation chypriote à la cinquième Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés (Colombo, août 1976);

Il a fait partie de la délégation chypriote à la Conférence des premiers ministres du Commonwealth (Londres, 1965 et 1966; Kingston, 1975; Londres, 1977; Nassau, 1985; Vancouver, 1987);

Il a dirigé la délégation chypriote aux cérémonies d'investiture des Présidents du Costa Rica (1978), du Brésil (1979 et 1985) et de l'Équateur (1988), ainsi qu'à la célébration de l'indépendance de Sainte-Lucie (1979);

Il a fait partie de la suite officielle du Président de la République de Chypre, l'archevêque Makarios, lors de ses visites officielles au Panama, au Pérou, en Uruguay, au Chili, en Équateur et en Colombie (1966);

Il a été membre de la délégation chypriote à la Conférence annuelle des gouverneurs du FMI et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Washington, 1979-1989 et 1993-1996);

Il a été chef adjoint de la délégation chypriote à la première Réunion ministérielle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Berlin, 1991).

En sa qualité de secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères (1989-1990), M. Jacovides s'est rendu en mission officielle à Beijing, Bangkok, New Delhi, Bonn, Berne, Moscou et Londres.

En sa qualité de Représentant permanent de Chypre auprès de l'ONU, il a dirigé des délégations lors des réunions suivantes :

Consultations informelles portant sur la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer, 6-7 août 1992, 28-29 janvier 1993, 27-28 avril 1993 et 2-6 août 1993;

Dixième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, 10-21 août 1992;

Douzième réunion des États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 10 septembre 1992;

Session d'organisation du Conseil économique et social de 1993, 1er-5 février 1993;

Troisième réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant, 23 février 1993;

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, 1er-19 mars 1993;

Comité spécial des opérations de maintien de la paix, 5-27 avril 1993;

Groupe de travail informel pour le point 31 de l'ordre du jour : Revitalisation et restructuration de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes;

Comité préparatoire du cinquantième anniversaire de l'ONU;

Septième session du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques, 15-19 mars 1993.

En novembre 1992, il a été élu à l'unanimité Président du *Comité des relations avec le pays hôte*.

En mai 1993, M. Jacovides a reçu le soutien du Groupe asiatique pour la présidence de l'une des commissions de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale.

En juin 1993, il a été Président du Groupe asiatique.

M. Jacovides a fait des déclarations sur les thèmes suivants, avant et durant la quarante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies :

- « La situation en Bosnie-Herzégovine », 24 août 1992-15 décembre 1992;
- « Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation – Agenda pour la paix », 9 octobre 1992;
- « La Charte des Nations Unies et le raffermissement du rôle de l'Organisation », 15 octobre 1992;
- « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique », 21 octobre 1992;
- « Rapport de la Commission du droit international », 27 octobre 1992;
- « Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures », 6 novembre 1992;
- « Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects », 12 novembre 1992;
- « La Décennie des Nations Unies pour le droit international », 16 novembre 1992;
- « La politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain », 18 novembre 1992;
- « Le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies », 30 novembre 1992;
- « La question de Palestine », 1er décembre 1992;
- « Le droit de la mer », 10 décembre 1992;
- « La Charte des Nations Unies et le raffermissement du rôle de l'Organisation », 5 mars 1993;
- « Les opérations de maintien de la paix », 23 avril 1993;
- « Organisation de l'unité africaine : rétrospective et perspectives », 4 juin 1993;
- « Conseil d'administration du PNUD : hommage à l'Administrateur du PNUD », 16 juin 1993.

### **Activités universitaires**

M. Jacovides a enseigné le droit international public en tant que College Supervisor à St. John's College, Cambridge (1958-1959), effectué des recherches approfondies sur la question de la responsabilité des États à la faculté de droit de Harvard (1959-1960) et enseigné le droit des Nations Unies à la New School for Social Research à New York (1963-1965).

Il est membre actif de l'American Society of International Law depuis 1968, a fréquemment participé à des tables rondes de l'Association et est membre de son comité des organisations internationales et de ses groupes d'intérêts sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international et la Cour criminelle internationale. Il a présenté des communications sur des questions juridiques, politiques, économiques

et culturelles dans nombre d'universités et de facultés de droit aux États-Unis et au Canada (notamment, tout récemment, à la Fletcher School of Law and Diplomacy, la Kennedy School of Government, la John Bassett Moore Society à l'Université de Virginie, l'Université LaSalle, l'Université du Tennessee, la McGeorge School of Law de l'Université du Pacifique), ainsi qu'au Washington Foreign Service Institute, à la Hoover Institution, au Council of Foreign Affairs à San Francisco, au Los Angeles World Affairs Council et au Harvard Club à New York.

### **Décorations/distinctions**

M. Jacovides a reçu des diplômes *honoris causa* de docteur ès lettres (Mount Vernon College, 1981), de docteur en droit (Université d'Indianapolis, 1989) et de docteur en philosophie (Université de Hawaï, 1995). Il est membre diplomatique associé à titre honoraire de la School of Foreign Service de l'Université de Georgetown, membre du Conseil de l'Institute of World Affairs et membre de l'International Platform Association, et il a été membre de l'International Advisory Board of the American University et membre de la Commission Fulbright de Chypre.

M. Jacovides est Commandeur de l'ordre du Phénix (Grèce, 1976) et décoré du Grosses Goldenes «Ehrenzeichen am Bande» (Autriche, 1992). Il est membre à vie de la Cambridge Union Society et membre du Harvard Club de New York. Il est également citoyen d'honneur de nombreuses villes américaines.

### **Publications**

En plus de ses nombreuses interventions sur des questions politiques et juridiques (parues dans les comptes rendus officiels de la Sixième Commission de l'Assemblée générale, de la Commission du droit international, de la Conférence sur le droit des traités, de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, etc.), de ses conférences sur des sujets comme les travaux du corps diplomatique de Washington, le rôle du Commonwealth et la Cour criminelle internationale, de ses lettres et articles dans divers journaux et revues (*The New York Times*, *The Washington Post*, *The Wall Street Journal*, *The Globe and Mail*, *The International Herald Tribune*, *The U.S. News and World Report*, *The Economist*) et de ses déclarations reproduites dans les *Congressional Records (United States)*, M. Jacovides a consacré les articles et ouvrages suivants à des questions juridiques ou politiques :

« The Right of a State to Waive, Compromise or Settle Claims of its Nationals » (mémoire de 210 pages, Harvard Law School, 1960);

« Treaties Conflicting with Peremptory Norms of International Law and the Zurich-London Agreements », Nicosie (1966);

« United Nations Peace-keeping – the Role of Small States and the Cyprus Experience » (1969), reproduit dans *International Organization: Law in Movement* publié par the Oxford University Press (1974);

« The Cyprus problem and the United Nations » dans *Cyprus Reviewed* (1977);

« Three Aspects of the Law of the Sea: Islands, Delimitation and Dispute Settlement », *Marine Policy*, vol. 3, No 4, IPC Science and Technology Press, Royaume-Uni (1979);

« The Cyprus Question – Its Dimensions, Implications and Prospects for a Solution », *Occasional Papers, American University, Washington, DC* (1980);

« Peaceful Settlement of Disputes in Ocean Conflicts: Does UNCLOS III Point the Way? », Duke University (1982); reproduit dans *Contemporary Issues in International Law* sous la direction de T. Buergenthal, 1984;

« International Law in International Diplomacy », *Proceedings of the American Society of International Law* (1983);

« Cyprus: International Law and the Prospects for Settlement », *Proceedings of the American Society of International Law* (1984);

« International Law and Diplomacy: The Case of Cyprus », *World Affairs Journal*, vol. IV, No 1, Los Angeles World Affairs Council (1985);

« The Cyprus Problem and United Nations Peace-keeping », lecture at Harvard University, reproduit dans *Kypriaka Themata* (1989);

« The Role of International Law in Diplomacy », dans *Das Neue Europa* (Bouvier, 1992);

*Jus Cogens*, Outlines on selected topics of international law (A/CN.4/454, 9 novembre 1993, p. 16 à 26);

« Cyprus: The International Law Dimension », *The American University Journal of International Law and Policy* (1995);

« The UN Decade of International Law », *Proceedings of the American Society of International Law* (1995).

### **Mise à jour du curriculum vitae pour la période postérieure à septembre 1996**

Depuis qu'il a pris sa retraite du service diplomatique chypriote à la fin de 1996, M. Jacovides a été accrédité auprès de l'ONU comme Ambassadeur/Conseiller spécial à la Mission permanente de Chypre à New York, avec compétence principalement pour les questions de droit international public. À ce titre, il a représenté Chypre à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale (1997-1999), comme il le faisait depuis 1960, et il s'est occupé des questions relatives au droit de la mer, qu'il suit depuis le début des années 70, ainsi que de la Cour pénale internationale, dont il a été l'un des premiers promoteurs. Il continue de représenter Chypre aux réunions annuelles des conseillers juridiques des ministères des affaires étrangères ainsi qu'à celles des conseillers juridiques des États membres du Comité juridique consultatif afro-asiatique et aux réunions du Comité consultatif pour le programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

M. Jacovides est également arbitre depuis avril 1998 au Tribunal d'adjudication des droits sur les comptes inactifs à Zurich, en Suisse; membre depuis juillet 1998 de la Commission d'indemnisation des Nations Unies à Genève; membre du Comité consultatif sur l'application de la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales à Strasbourg; et membre du groupe d'arbitres et de conciliateurs du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements de la Banque mondiale à Washington.

Il siège au Conseil d'administration de diverses fondations caritatives et éducatives, dont l'A.G. Leventis Foundation à Chypre et l'Institute of World Affairs aux États-Unis, et de plusieurs sociétés de droit commercial à Chypre.

M. Jacovides a été membre du Groupe consultatif du Commonwealth, un organe de réflexion de haut niveau dont les travaux sur les problèmes auxquels sont confrontés les petits États ont été repris dans un livre publié par le Secrétariat du Commonwealth sous le titre *A Future for Small States – Overcoming Vulnerability* (1997). En mai 1998, il a fait partie du Groupe d'observateurs du Commonwealth pour les élections législatives au Lesotho, qui a publié un rapport dont il est cosignataire.

Parmi les autres publications de M. Jacovides pendant la période considérée figurent un article sur *The Role of International Law in the World Today and Tomorrow* dans un ouvrage intitulé *International Law on the Eve of the Twenty-First Century – Views from the International Law Commission* (1997); «The United Nations Peace-keeping: A View of the First 50 Years at the Brink of a New Century» (*Towson State Journal of International Affairs*, 1997); *Careers in International Law* (édition de 1998, révisée et actualisée pour 1999-2000); et plusieurs interviews publiées dans des journaux chypriotes.

Comme invité d'honneur, M. Jacovides a donné des conférences sur « The Role of International Law in Diplomacy » aux facultés de droit de New York University en 1997 et de l'Université Cornell en 1998; il a fait un exposé sur « The Cyprus Dispute: Prospects of Settlement » au séminaire sur le problème de la paix de l'Université Columbia en 1998 et a été l'invité d'honneur de plusieurs réunions récentes du Council on Foreign Relations de New York, dont l'une sur l'éventualité d'établir une qualification pénale pour les armes biologiques et chimiques.

Il doit participer à la réunion annuelle de l'American Society of International Law sur la responsabilité des États (avril 2000).

Il était conférencier invité à la Conférence sur la mondialisation d'Asilah (Maroc), où il a fait un exposé sur le droit international dans le contexte de la mondialisation (août 1998).

Il est membre de l'Institut du droit de la mer et de l'Association de droit international.

Il a été élu Honorary Fellow de St. John's College à Cambridge en août 1999.

**Djamchid Momtaz (République islamique d'Iran)**

[Original : anglais]

**Renseignements personnels**

Né le 18 juin 1942, à Izmir (Turquie).

Iranien.

Professeur de droit international à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Téhéran depuis 1974.

Membre associé de l'Institut de droit international.

**Diplômes et titres**

Licence de droit public, faculté de droit et d'économie de Paris (1966).

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Section relations internationales (1968).

Doctorat d'État en droit public, faculté de droit, d'économie et de sciences sociales, Université de Paris II (1971).

**Postes d'enseignant à l'étranger**

Assistant, Université de Paris X (Nanterre), 1969/74.

Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de Paris, 1975/76 et 1987/88.

Professeur invité à l'Université de Paris X (Nanterre), 1985/86, 1990/91, 1992/93.

Professeur invité à l'Université de Grenoble II (France), 1989/90.

Professeur invité à l'Université de Paris XI (Jean Monet), 1995/96, 1997/98.

Professeur invité à l'Université de Paris XIII (Villetaneuse), 1995/96, 1997/98, 1999/00.

Professeur invité à l'Université de Caen, 1998/99, 1999/2000.

Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales à Genève, 1990/91.

Série de conférences données au Centre interuniversitaire de hautes études de Dubrovnik (Yougoslavie) en 1984, 1987, 1988, 1990 et 1991.

Conférences données pour les programmes de bourses dans le domaine du droit international, ONU/UNITAR, La Haye, juillet-août 1991.

Conférences sur le droit international et les armes de destruction massive données à l'Institut de droit public international et des relations internationales, Université Aristote, Salonique (Grèce), vingt-quatrième session annuelle, septembre 1996.

Conférences sur la Cour pénale internationale à l'Institut de droit public international et des relations internationales, Université Aristote, Salonique (Grèce), vingt-septième session annuelle, septembre 1999.

### **Participation à des conférences et à des colloques universitaires**

Participation à un colloque intitulé « Aspects de la politique étrangère de l'Iran et de la France », organisé par le Centre d'études de politique étrangère de Paris et le Centre des hautes études internationales de l'Université de Téhéran, Paris, 6-7 février 1976; présentation d'une étude sur l'Iran et le droit international, publiée par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, octobre 1976.

Participation à un séminaire sur le golfe Persique et l'océan Indien, organisé par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, Abadan, 26-27 février 1977; présentation d'une étude sur les détroits de l'océan Indien et les grandes puissances, publiée par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, septembre 1977.

Membre du Groupe d'experts sur le droit humanitaire applicable dans les conflits armés en mer en vue de l'application du Plan d'action pour la promotion du droit des conflits armés en mer, Institut international de droit humanitaire (San Remo), Italie (réunions : Genève, 1993, et Livourne, 1994).

Membre du Comité d'experts juristes sur l'application à l'échelle nationale de la Convention sur les armes chimiques, Université De Paul, faculté de droit, La Haye, 1994.

Participation au Programme universitaire de l'Organisation des Nations Unies sur le multilatéralisme et le système des Nations Unies, 1990-1995, auteur d'un essai sur les ouvrages iraniens concernant le conflit Iran-Iraq (à paraître).

Participation à un séminaire sur la protection internationale des réfugiés, organisé par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Ispahan, 8-10 janvier 1995; présentation d'une étude sur les droits de l'homme et les réfugiés.

Participation à la trentième session annuelle de l'Institut du droit de la mer (Hawaii), qui s'est tenue à Al Aïn (Émirats arabes unis) en mai 1996; présentation d'un exposé sur la protection juridique de l'environnement dans le cadre des Conventions de La Haye et de Genève (à paraître).

Participation à la trente et unième session annuelle de l'Institut du droit de la mer (Miami) 1998; présentation d'un exposé sur le détroit d'Ormuz (à paraître).

Membre d'un Groupe d'experts sur la protection humanitaire dans les conflits armés non internationaux, Institut international de droit humanitaire, San Remo, Italie, 1999.

### **Sociétés savantes**

Membre de la Société française pour le droit international.

Membre de l'Association du droit international; Comité de la neutralité maritime.

Membre du Conseil scientifique de la revue « Espaces et ressources maritimes » publiée par le Centre d'études et de recherches sur le droit des activités maritimes, Institut du droit de la paix et du développement, Université de Nice-Sophia Antipolis (France).

Membre du Comité d'édition de l'*Annuaire de droit international humanitaire* (T. M. C. Institut Asser, Pays-Bas).

**Postes occupés**

Directeur du Centre d'études internationales, Université de Téhéran, 1979-1982.

Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, depuis 1984.

Membre du Comité directeur du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), étude sur le droit international coutumier, 1996, 1999.

Membre de la Commission pour le règlement des différends en matière de confidentialité, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, 1999.

**Participation à des conférences**

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (de la deuxième à la onzième session), 1974-1982.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran aux sessions annuelles du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1974 et 1997.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (de la deuxième à la onzième session), 1984-1993.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran pour les négociations de paix Iran-Iraq, 1988-1989.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence internationale pour la protection des victimes de la guerre, Genève, 1993.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (quatrième session), La Haye, 1993.

Membre du Groupe d'experts intergouvernementaux chargé d'étudier les moyens de promouvoir le droit international humanitaire et d'en assurer l'application, Genève, 1995.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs (deuxième session), New York, 1993; (sixième session), New York, 1996.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran de la quarante-quatrième à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission).

Représentant de la République islamique d'Iran lors de l'audience publique tenue par la Cour internationale de Justice (CIJ) concernant la licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé, novembre 1995.

Membre de la délégation de la République islamique d'Iran à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une Cour criminelle internationale, Rome, 15 juin-17 juillet 1998.

**Ouvrages collectifs en français et en anglais  
traitant du droit international (sélection)**

« Les problèmes de la délimitation du plateau continental du golfe Persique », dans : *Essays on International Law*, vingtième anniversaire, volume commémoratif publié par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1976.

« L'évolution du droit de la mer de la Conférence de Genève de 1958 à celle de 1975 », dans : *Droit de la mer*, éditions A. Pédone, Paris, 1977.

« La haute mer », dans : *Nouveau Traité du droit de la mer*, éditions R. J. Dupuy et D. Vignes, chap. 7, vol. I, Académie de droit international, Nijhoff, 1991.

« Les forces navales et l'impératif de sécurité dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », dans : *Essays on the Law of the Sea*, éditions B. Vukas, Zagreb, 1985.

« Le statut juridique du golfe Persique », dans : *The Legal Regime of Enclosed or Semi-Enclosed Seas: The Particular Case of the Mediterranean*, éditions B. Vukas, Zagreb, 1988.

« Le statut juridique du Chatt al-Arab », dans : *Actualités juridiques et politiques en Asie*, éditions A. Pédone, Paris, 1988.

« La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », dans : *Droit de la mer 2*, éditions A. Pédone, 1990.

« Les obligations des investisseurs pionniers enregistrés par la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », dans : *Essays on the New Law of the Sea*, No 2, éditions B. Vukas, Zagreb, 1990.

« The Inherent Right of Individual Self-Defence in the Iran-Iraq War », dans : *The Politics of Aggression*, éditions F. Rajaei, University Press of Florida, 1993.

« A Commentary on Iranian Practice », dans : *The Iran-Iraq War (1980-1988) and the Law of Naval Warfare*, Andrea de Guttry et Natalino Ronzitti (éditeurs), Cambridge, Grotius Publications Ltd, 1993.

« La juridiction larvée des États côtiers sur les stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs situés au-delà de leurs zones économiques », dans : *Proceedings of the Qatar International Law Conference, 1994: International Legal Issues Arising under the United Nations Decade of International Law*, sous la direction de Najeed Al Nauimi et Richard Messe, éditions Martinus Nijhoff Publishers, 1995.

« Le régime de transfert des substances chimiques dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques », dans : *Convention on the Prohibition and Elimination of Chemical Weapons: a Breakthrough in Multilateral Disarmament*, sous la direction de Daniel Bardonnnet, éditions Martinus Nijhoff Publishers, 1995.

« The United Nations and the Protection of the Environment: from Stockholm to Rio de Janeiro », *Political Geography*, vol. 15, Nos 3 et 4, 1996.

« Les Nations Unies et les commissions d'établissement des faits », dans : *Proceedings of the United Nations Congress of Public International Law* (13-17 mars

1995), *International Law as a Language for International Relations*, Kluwer International Law, 1996.

« The Implementation of Security Council Resolution 598 », dans : *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, sous la direction de Farhang Rajaei, University Press of Florida, 1997.

« Nuclear Weapon-Free Zones in Africa and Asia », dans : *Essays on International Law, fortieth Anniversary, Commemorative Volume*, établi par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1997.

« National Measures to Implement International Humanitarian Law » dans : *Report of the Special Meeting on the Inter-related Aspects between the International Criminal Court and International Humanitarian Law*, Téhéran, 5 mai 1997, établi par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1997.

« The United Nations and the Protection of the Environment », dans : *United Nations at Work*, sous la direction de Martin Ira Glassner, éditions Praeger, 1998.

« Intervention des États-Unis dans les affaires iraniennes et la requête de l'Iran devant le Tribunal des différends irano-américains » dans : *Sanctions unilatérales, mondialisation du commerce et ordre juridique international, à propos des lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy*, sous la direction de Habib Ghérari et Sandra Szureck, CEDIN Paris X Nanterre, Cahiers internationaux, Montchrestien, 1998.

« Le recours à l'arme nucléaire et la protection de l'environnement : l'apport de la Cour internationale de Justice » dans : *International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons*, sous la direction de Laurence Boisson de Chazournes et Philippe Sands (Cambridge University Press, 1999).

#### **Articles sur le droit international (en français)**

« Le fond des mers et des océans : dernière frontière de l'homme », dans : *Après-demain*, No 149, Paris, décembre 1972.

« Vers un nouveau régime juridique des pêcheries adjacentes », dans : *Revue générale de droit international public*, Paris, tome 78, 1974.

« Partager équitablement un patrimoine commun », dans : *Le Monde*, Paris, 20 juin 1974.

« Du droit de passage dans le détroit de Tiran », dans : *Revue égyptienne de droit international*, vol. 30, 1974 (Egyptian Society of International Law).

« La question des détroits à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XX, Paris, 1974.

« La mer et l'égalité entre les États », dans : *Iranian review of international relations*, No 2, Téhéran, 1975.

« Le régime de la navigation dans le canal de Suez », dans : *Iranian review of international relations*, Nos 5 et 6, 1976.

« Les ressources biologiques de l'océan Indien : un nouvel enjeu économique », dans : *Iranian review of international relations*, No 8, 1976.

« Une convention pour la protection du golfe Persique contre la pollution », dans : *Iranian review of international relations*, Nos 11 et 12, 1978.

- « Le droit international dans un monde hétérogène », dans : *Iranian review of international relations*, Nos 13 et 14, 1979.
- « Le droit, la justice et les tyrans », dans : *Le Monde*, Paris, 29 novembre 1979.
- « La Commission préparatoire de l’Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XXX, 1984.
- « La délimitation du plateau continental du golfe Persique », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 3, Presses Universitaires de France, 1988.
- « La Convention sur la répression d’actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XXXIV, 1988.
- « La frontière irano-iraquienne dans le Chatt al-Arab », dans : *Iranian journal of international relations*, vol. 1, Téhéran, 1989.
- « La protection de l’environnement marin du golfe Persique et de la mer d’Oman », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 4, Presses Universitaires de France, 1990.
- « Le statut juridique de la mer Caspienne », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 5, éditions A. Pédone, Paris, 1991.
- « Les règles relatives à la protection de l’environnement au cours des conflits armés à l’épreuve du conflit entre l’Iraq et le Koweït », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XXXVII, 1991.
- « La conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 7, éditions A. Pédone, Paris, 1993.
- « Le statut juridique de certaines îles éparses du golfe Persique : Abou Moussa et les Petite et Grande Tumb », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 8, éditions A. Pédone, Paris, 1994.
- « Les interprétations discordantes des dispositions de la Convention de Montego Bay : tracé des lignes de base droites et passage des navires de guerre dans la mer territoriale », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 9, Paris, 1995.
- « L’Accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XLI, 1995.
- « Quel régime pour la mer Caspienne? », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, No 10, Paris, 1996.
- « La délégation par le Conseil de sécurité de l’exécution de ses actions coercitives aux organisations régionales », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XLIII, 1997.
- « Le droit international des armes de destruction massive », dans : *International Law at the Turn of the Century*, Thesaurus Acroasium, vol. XXVII, éditions Sakkoulas, Salonique, 1998.

« Les règles humanitaires minimales applicables en période de troubles et de tensions internes », dans : *Revue internationale de la Croix-Rouge*, No 831, septembre 1998.

## **M. Cheikh Tidiane Thiam (Sénégal)**

[Original : français]

Professeur de droit public.

Membre du Groupe d'experts intergouvernementaux des Nations Unies sur le droit au développement.

Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Dakar-Fann (Sénégal).

Nationalité sénégalaise.

Date de naissance : 23 juin 1951 à Saint-Louis (Sénégal).

### **Connaissance des langues**

Langue maternelle : ouoloff.

Langue d'éducation et de travail (langue officielle) : français (lu, écrit, parlé, compris : couramment).

Autres langues : bonne connaissance de l'anglais et de l'espagnol.

### **Diplômes obtenus**

Licence de droit public, 1976 (option Droit international, Relations internationales, Dakar), mention Assez bien.

Diplôme d'études approfondies, Droit public, 1977, Université de Paris V, mention Assez bien.

Diplôme d'études approfondies, Sciences politiques (Politique internationale), 1978, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, mention Bien.

Diplôme de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), diplôme de droit international, La Haye, 1981.

Certificat de l'Institut Henry-Dunant (Séminaire africain sur le droit international humanitaire), 1983.

Certificat de l'Académie de droit international de La Haye (programme extérieur : droits de l'homme, principes et pratiques du droit international), 1988.

Thèse de doctorat d'État en droit international soutenue devant l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne en juin 1989 – mention Très honorable.

### **Spécialisations**

#### **Enseignement**

Dix-neuf années d'expérience professionnelle dans l'enseignement et la recherche dont treize de responsabilités administratives et huit années de direction

Dispense à la faculté des sciences juridiques et économiques de Dakar depuis 1979 les cours suivants :

Institutions internationales (depuis 1989)  
 Droit international public (depuis 1989)  
 Droit constitutionnel et institutions politiques (enseignement pratique)  
 (de 1979 à 1989)  
 Histoire des idées politiques (depuis 1992)  
 Méthodologie de la recherche et de la rédaction (depuis 1980)

Chargé des cours de droit international public et d'institutions internationales à l'ENAM (École nationale d'administration et de magistrature de Dakar) – section diplomatique (depuis 1980).

Chargé de conférences annuelles sur les organisations internationales à l'École inter-États des sciences et médecine vétérinaires de Dakar (depuis 1982).

### **Recherches**

Droit international public :

Succession d'États;  
 Droits de l'homme;  
 Droit humanitaire et des conflits armés;  
 Droit des traités;  
 Sécurité internationale;  
 Droit des institutions internationales;  
 Droit au développement.

Science administrative : rapports entre Administration et administrés.

Droit constitutionnel et science politique – droit public interne :

Démocratie;  
 Contrôle de constitutionnalité des lois;  
 Instances de régulation;  
 Droit de l'audiovisuel et de la communication.

### **Activités scientifiques**

Membre du Groupe intergouvernemental d'experts des Nations Unies sur le droit au développement (Commission des droits de l'homme, résolution 1996/15).

A représenté le Gouvernement du Sénégal en qualité de plénipotentiaire et d'expert juriste à la Conférence diplomatique de codification sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État (Vienne 1983).

Conseiller technique et conseiller juridique depuis 1988 et sans discontinuité, au Ministère de l'enseignement supérieur et ultérieurement au Ministère de l'éducation nationale de la République du Sénégal.

Chargé notamment en cette qualité d'étudier tous les dossiers de caractère juridique traités au Ministère et de rédiger des notes et conclusions à leur sujet; d'exercer les fonctions de conseiller juridique du Ministre à titre permanent;

A rédigé, à ce titre notamment, le texte portant création, organisation et fonctionnement des inspections d'académie du Sénégal;

Chargé, en coresponsabilité, de l'étude des dossiers relatifs à l'Université;

A participé à la rédaction de la plupart des textes régissant l'Université de Saint-Louis, notamment les textes relatifs au Centre régional des œuvres universitaires de l'Université de Saint-Louis.

Membre, au titre de la représentation de l'Université de Dakar, du Comité interministériel des droits de l'homme et du droit humanitaire du Gouvernement du Sénégal (présidence de la République). Ce comité a pour rôle de coordonner toutes les activités du Gouvernement dans le domaine des droits de l'homme. Il prépare les rapports du Gouvernement aux différents organes des traités de droits de l'homme des Nations Unies, à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et à tous autres institutions et États qui exprimeraient le besoin d'être renseignés sur la situation des droits de l'homme au Sénégal.

Membre du Comité sénégalais des droits de l'homme. Organisme indépendant à large composition ouverte notamment à la société civile, chargé d'étudier la législation et la situation des droits de l'homme au Sénégal et de fournir avis, conseils et renseignements au Gouvernement.

Membre de la Mission d'observation internationale des élections présidentielles et législatives du 22 août 1993 en République centrafricaine.

Plusieurs fois auditeur de l'Académie de droit international de La Haye.

Coordonnateur et Rapporteur général du Colloque international de Dakar sur l'enseignement du droit international et la recherche en droit international en Afrique (décembre 1985).

A participé à plusieurs rencontres scientifiques en droit public et en science politique notamment dans les domaines des droits de l'homme et de la démocratie :

Symposium sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Dakar, 1982).

Symposium sur les droits de l'homme, Columbia University (New York, 1983).

Séminaire sur l'enseignement des droits de l'homme en Afrique, organisé par l'UNESCO et l'Institut des droits de l'homme et de la paix de l'Université de Dakar (1984).

Séminaire sur le droit international humanitaire organisé par l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) et l'Institut Henri-Dunant de Genève (Yaoundé, 1983).

Colloque de l'Association des juristes africains (AJA) sur l'Afrique, l'OUA et le nouvel ordre juridique (Libreville, 1984).

Coordonnateur du Séminaire régional de Dakar sur les droits de l'enfant organisé conjointement par l'UNICEF et l'Organisation nationale des droits de l'homme du Sénégal (ONDH), Dakar, 23-25 novembre 1988.

Colloque international de Dakar sur le bicentenaire de la révolution de 1789 et les droits de l'homme, février 1989.

Espace francophone des droits de l'homme, colloque organisé par l'ONDH avec l'appui de l'ACCT en marge du Sommet de la francophonie, Dakar, mai 1989.

Conférence sur la consolidation de la démocratie pluraliste, Dakar, 6-9 novembre 1990.

Colloque Charles de Gaulle et le Sénégal, Dakar, 28 février-3 mars 1990.

Conférence sur la situation et la promotion des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest et du Centre – Fondation F. Ebert et Centre africain pour l'étude de la démocratie et des droits de l'homme, Banjul, 10-12 décembre 1992.

Conférence internationale sur l'intégration de l'Afrique de l'Ouest, CRDI, Dakar, 11-15 janvier 1993.

Congrès international sur l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie, UNESCO, Commission canadienne pour l'UNESCO, Montréal, 8-11 mars 1993.

Coorganisateur, avec la Fondation Friedrich Ebert, du Colloque sous-régional sur le thème « Démocratie, État de droit et développement » (janvier 1994).

Rapporteur général des Rencontres internationales sur « l'État africain à l'aube du IIIe millénaire », Dakar, 5-7 juin 1997.

### **Responsabilités scientifiques et administratives**

De 1990 à 1998, Directeur du Centre de recherche, d'étude et de documentation sur les institutions et les législations africaines (CREDILA) – faculté des sciences juridiques et économiques – Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Responsable de la conception et de la mise en œuvre des programmes d'études et d'activité du Centre. Chargé à cet égard de mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles disponibles. S'est ainsi appuyé sur l'ensemble des enseignants et chercheurs de la faculté, tenant compte de leurs diverses spécialisations, pour conduire les projets de recherches retenus par le CREDILA, en particulier dans le cadre des Directions d'études et de recherches (DER) créées au sein du Centre.

Président de l'Amicale des enseignants africains de droit et d'économie (AMEADE) de l'Université de Dakar.

Secrétaire général et responsable de la publication des *Annales africaines*, revue de droit, d'économie et de gestion de la faculté des sciences juridiques et économiques de l'Université de Dakar (paraissant depuis 1954).

Rédacteur en chef de *Pax Africa*, revue d'étude, d'information et d'éducation de l'ONDH.

Président du Comité sur le fonds de la recherche à l'Université (Sénégal). A rédigé en cette qualité les textes relatifs à la création et au fonctionnement d'un fonds pour la recherche à l'Université ainsi qu'un manuel de procédure des opérations du fonds relatif au financement de la recherche universitaire. Manuel exigé par la Banque mondiale dans le cadre d'une demande globale de financement pour l'éducation et la recherche négocié par le Gouvernement du Sénégal.

A rédigé les travaux de la Sous-Commission établie par le doyen de la faculté des sciences juridiques et économiques de Dakar, à la demande de l'Université, sur les franchises et libertés universitaires. A contribué à la rédaction, en cette qualité, du nouveau texte de loi sur les franchises et libertés universitaires.

Membre de plusieurs organisations et sociétés scientifiques :

Membre fondateur de l'Association africaine de droit international;

Membre de l'Association africaine de droit international et comparé;

Membre de l'Association africaine de science politique;

Membre de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye;

Membre fondateur et Vice-Président de l'ONDH affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme.

## **Publications**

### **Ouvrages**

*Les États et la violence : guerres de libération nationale et conflits armés internes*, mémoire DEA science politique, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, 1978, 120 pages.

*Décolonisation et succession d'États en Afrique : contribution à l'étude de la succession à l'ordre juridique*. Thèse de doctorat d'État en droit (droit international public) présentée et soutenue en juin 1989 devant l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, 709 pages, 2 volumes.

*Droit public du Sénégal*, vol. I, *L'État et le citoyen (textes et documents)*, Dakar, Les Éditions du CREDILA, 1993, 309 pages.

*Démocratie, État de droit et développement en Afrique* (sous la direction de Cheikh T. Thiam) (à paraître).

*Le médiateur de la République* (à paraître).

*Législations et pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest* (Cheikh Tidiane Thiam et Demba Sy), Paris, L'Harmattan (CREDILA-Panos), 1997, 143 pages.

*Breaking monopolies – Legislation and radio pluralism in West Africa* (Cheikh Tidiane Thiam et Demba Sy), Lusaka, Aquila Printers (CREDILA-Panos), 1996, 93 pages.

### **Articles**

*Encyclopédie juridique de l'Afrique* (1982), tome II, chap. IV, « Succession d'États », Dakar-Lomé-Abidjan, NEA, 1982.

« Faut-il créer un ombudsman au Sénégal? » *Le Soleil*, 19 et 20 juillet 1982.

« Faut-il créer un ombudsman au Sénégal? », *Annales africaines*. Revue de droit, d'économie et de gestion de la faculté des sciences juridiques et économiques (Université de Dakar), 1983-1984-1985, p. 57 à 66.

« Le statut des enseignants des universités », *RIPAS* 1985 (Actes du Colloque de Dakar sur la fonction publique).

« Le concept de sécurité en Afrique » dans : *Afrique, désarmement et sécurité* (Conférence des Instituts de recherche africains, Alger, 24-25 mars 1990), ONU, UNIDIR/90/109, New York, 1991, p. 32 et suiv. et p. 112 et suiv.

« La recherche en droit international en Afrique » dans : *L'Afrique et le droit international, Annales africaines*, numéro spécial, 1986-1987-1988 (Actes du Colloque international de Dakar sur l'enseignement du droit international et la recherche en droit international en Afrique, Dakar, 11-13 décembre 1985).

« La Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État », *Annales africaines*, 1983-1984-1985, p. 283 à 304.

« De la communauté à la lumière des idées politiques et institutionnelles du général de Gaulle » (Colloque Charles de Gaulle et le Sénégal), ambassade de France et Mission de coopération à Dakar, 1990, p. 210 à 217.

« Des systèmes d'information en matière d'enseignement supérieur » (atelier sur le management des institutions d'enseignement supérieur d'Afrique, Dakar, 25-30 juin 1990), UNESCO, BREDA 90/HE-MAN/6, Dakar, 1990.

« L'évolution du contrôle de constitutionnalité des lois au Sénégal », mai 1997, 78 pages (à paraître).

« Réflexions critiques sur l'institution du médiateur au Sénégal et sur son premier bilan », mai 1997, 44 pages (à paraître).

« L'intervention sénégalaise en Guinée-Bissau et le droit international », 1999, 38 pages.

#### **Autres travaux**

« Citoyen, État, développement », texte d'une conférence donnée devant la Convention des Saint-Louisiens, juillet 1991 (à paraître).

« Aspects juridiques de l'Institutionnel francophone », contribution du Gouvernement du Sénégal au sommet de Chaillot (en collaboration), Dakar, novembre 1991. Étude destinée à proposer une réforme et un schéma d'organisation institutionnelle et juridique des structures de la francophonie. Les conclusions de cette étude ont été retenues dans leur quasi-totalité et mises en œuvre pour asseoir la toute récente réforme de l'Organisation de la francophonie.

Coauteur et rédacteur final des observations du Gouvernement sénégalais au projet de mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits en Afrique, établi par le Secrétaire général de l'OUA. Les observations et propositions du Sénégal ont servi de base à la conception du nouveau mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits en Afrique.

« Pour un cadre juridique de la communication audiovisuelle au Sénégal », octobre 1993, 25 pages (en collaboration et sous notre direction).

« Étude sur la situation juridique et les perspectives de la radiodiffusion privée en Afrique », janvier 1995, 47 pages (en collaboration et sous notre direction).

« Étude sur la politique de sécurité en Afrique » (en collaboration et sous notre direction – en cours de rédaction finale).

UNESCO – consultation informelle sur la préparation de la Conférence internationale sur l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie prévue à Montréal en 1993, Paris, mai 1992 (collectif).

UNESCO – consultation informelle sur la préparation d'un manuel de l'enseignement des droits de l'homme au niveau universitaire, Paris, mai 1992 (collectif).

A rédigé l'Acte constitutif et le Règlement administratif et financier de la Conférence des ministres de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMAAOC), adoptés à Yaoundé en 1996.

Associé au titre de la représentation de l'Université à la préparation de la loi sénégalaise sur la Fondation d'utilité publique, 1995.

A rédigé les textes portant statut et règlement intérieur du Fonds national pour la recherche agricole et agroalimentaire (FNRAA), décembre 1998, décret signé par le Président de la République.

A rédigé le statut du Réseau d'expertise de politique agricole de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPA/AOC), organisme subsidiaire de la CMA/AOC (Conférence des ministres de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre), janvier 1999.

---